

LE BONHEUR PUBLIC

ET GÉNÉRAL,

OU LES CONFESSIONS D'UN LOYAL RÉPUBLICAIN.

A 25 CENTIMES LA LIVRAISON.



Liberté, Égalité, Fraternité, Union et Raison. — Instruction, Éducation, Moralité. — Censure et Contrôle publics.

On a quelquefois besoin d'un plus petit que soi. — Dans les petites boîtes les bons onguents. — Ne méprisons point plus petit que nous. — Les plus petites causes en apparence produisent quelquefois les plus grands effets. — Rouget de l'Isle sauvé de la guillotine par son bourreau. — La révolution de 1830 a été en partie suscitée par les chansons de Béranger. — Quelles sont les causes occultes de la révolution de 1848, elles ne sont pas encore bien connues et ne le seront peut-être pas véritablement, car chacun croit y avoir contribué plus ou moins directement. — Charité bien ordonnée ne s'appauvrit pas. — Chercher à nuire à autrui, c'est souvent se nuire à soi-même. — Qui n'a pas pitié des autres, a souvent besoin de pitié. — Réponse aux opinions des citoyens de Lamartine, Thiers, Proudhon, etc.

LA RÉPUBLIQUE VIVRA-T-ELLE OU NE VIVRA-T-ELLE PAS ?

Après une naissance heureuse, elle fit craindre la santé d'un avorton, puis, dans un accès de fièvre, voulut passer à l'état de monstre, effet ordinaire des crises nerveuses d'une mauvaise santé; le marasme et la prostration viennent ensuite.

Si l'on en jugeait par l'état extérieur des esprits, chacun aurait déjà assez de la République, et redemanderait un autre règne quel qu'il soit. *Rempublicam venenum occiserit.*

Cependant il peut être nécessaire pour la consolidation d'un nouvel ordre de choses que les esprits passent par plusieurs épreuves, quelque dures qu'elles soient. Nos hommes d'État ont été pris à l'improviste et ont leur apprentissage à faire, apprentissage qui sera long et rude s'il n'aboutit pas à une restauration.

Si les ouvriers veulent la République, pour leur être profitable, ils ne pourront l'avoir que par l'instruction, l'ordre et l'économie; ils doivent maudire ceux qui les ont entraînés aux affaires de juin et qui ont retardé ainsi indéfiniment leur émancipation: celui qui veut obtenir un avantage doit l'acquiescer à force d'efforts, tout dans la nature n'arrive à sa maturité que par des efforts constants; une secousse vous donnât-elle les avantages de la supériorité, une secousse vous l'ôterait de même, si vos capacités n'étaient pas en rapport avec cette supériorité. La richesse n'est pas seulement le fruit du hasard, l'habileté en est aussi une des causes. Le vol et l'escroquerie ne profitent pas aux fainéants et aux infirmes de l'intelligence, sans une tutelle sérieuse.

Que les ouvriers sachent reconnaître et faire la différence entre les conseils désintéressés et les conseils de ceux qui ont besoin de les flatter pour s'enrichir à leurs dépens. Celui qui leur dira que l'instruction est inutile est une bête brute, ou un ennemi.

Pour pouvoir se donner un chef qui ne vous trahisse point, il faut être capable non-seulement de le nommer, mais de le soutenir; le chef le plus capable, s'il n'est pas soutenu, ne vaut pas mieux que le dernier sociétaire et périclite avec tous, s'il ne trahit point.

Aussitôt que les ouvriers, par leurs économies et leurs industries, sauront s'organiser en grand nombre et s'administrer gouvernementalement, leur cause ou la cause de la civilisation complète sera gagnée; tant qu'ils désespéreront de leur intelligence pour y arriver, c'est qu'ils ne seront pas mûrs: qu'ils renoncent aux armes, parce qu'ils seront battus. Au contraire, du moment qu'ils auront la force de se constituer et de se nommer des chefs, il n'y a pas d'armées qui tiendront contre eux.

Les armes de l'intelligence, de l'instruction et de l'éducation valent mieux que les armes de destruction.

De même pour les hautes classes, il est plus facile de gouverner des hommes instruits, parce que les intérêts mêmes de ces derniers, d'accord avec leur expérience et leur intelligence, les rangent immédiatement sous le bon drapeau.

Je donnerai le conseil à tout ouvrier de veiller à ce que ses enfants connaissent parfaitement les principes de la langue française, parce que l'étude de ces principes indiquera toujours la marche analytique des autres études scientifiques ou industrielles que l'on voudra approfondir.

Que l'ouvrier actuel qui voudra se nommer des chefs politiques ou industriels se les choisisse toujours parmi ceux qui connaissent parfaitement les éléments des objets auxquels ils devront présider, sauf à leur adjoindre, s'il le faut, des hommes plus expérimentés par la pratique et les talents naturels.

Avec les armes de l'intelligence, les ouvriers deviendront les maîtres aussi bien dans l'Assemblée nationale que partout ailleurs, et lorsqu'ils en seront là, la société sera belle. Mais ce ne sera pas encore demain.

RÉPONSE PUBLIQUE AUX OPINIONS ET AUX DISCOURS PUBLICS DE M. DE LAMARTINE, PARTICULIÈREMENT AU DISCOURS DE MARSEILLE, PUBLIÉE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS PHILIPPE.

(15 septembre - 1^{er} octobre 1847)

Mihi... : cave ne cadas.
Prenons nos précautions avant d'agir.

Les grands orateurs calculent leurs résultats sur les effets de leurs paroles. Ces effets sont souvent de l'enthousiasme irréflecti. Les auditeurs devraient toujours chercher le fond de la pensée avant d'applaudir à des mots bien dits, à des phrases heureusement arrangées pour séduire et entraîner les victimes.

C'est ainsi que M. Thiers, après nous avoir gagnés à ses talents de tribune, nous a donné une ceinture de galérien à l'instar des forts que les Anglais construisaient autour d'Orléans sous Charles VII, et qu'aujourd'hui M. Guizot a construits pour eux autour de Paris.

C'est ainsi qu'un homme à mauvais dessein, lorsqu'il est rusé, commence par capter la confiance ou éblouir les yeux pour cacher son but.

C'est ainsi que M. Guizot avec ses grands talents nous fait boire la trahison et manger le mépris.

La substance du discours de M. de Lamartine à Marseille consiste à dire: Vous êtes essentiellement commerçants; pour activer le commerce, il faut faire descendre au plus bas prix les articles de commerce; par ce moyen seulement nous pourrions tenir tête à nos rivaux, et par là aussi procurer aux basses classes les objets de nécessité journalière avec abondance et à des prix si doux que, si ce n'était pas là la plus sûre garantie d'une aisance générale, il faudrait désespérer de la Providence.

Je dis que cet argument est de toute fausseté; car il aura pour résultat la gêne et les privations générales, résultat tout opposé à celui qu'on nous annonce, résultat que je vais prouver non par des mots, mais par l'expérience des faits et des exemples.

Qu'est devenue de nos jours l'Irlande sous l'administration oligarchique anglaise? Trois mois de disette peuvent détruire des populations entières. Que serait-ce donc si à la disette, ou plutôt à la spéculation, se joignait le manque de travail?

Que serions-nous devenus cette année si le gouvernement s'était joint à la spéculation des partis pour raréfier les denrées substantielles? Nous sommes tous intéressés à veiller sur les causes qui peuvent conduire à des résultats destructifs des ressources premières, et chercher au contraire avec persévérance les sources de production alimentaire consécutive.

Depuis sept ans, les hommes politiques sont accablés de mes protestations et de mes propositions. Ils leur rendent justice sourdement. Mais les gouvernements craignent la probité, comme devant mettre en péril les privilèges, sans présenter en compensation une solidité, une fermeté qu'on n'attribue pas à la probité, qui a toujours paru trop faible pour gouverner les passions. Néanmoins le gouvernement papal, par influence, prend d'avance ses précautions contre l'éventualité des causes qui veulent se faire jour à travers les ténèbres des mystères religieux, et qui lui ont été signalées par M. de Rossi, notre ambassadeur.

Revenant à la substance du discours de M. de Lamartine, je suppose que nous soyons arrivés à faire une concurrence redoutable avec nos rivaux, et que notre commerce soit favorisé sur tous les marchés étrangers: nous aurons donc réduit les autres peuples à la misère par défaut de travail; car on n'ira pas payer plus cher ailleurs ce qu'on trouvera à meilleur marché chez nous. Supposons que ce soit nous qui soyons les victimes; supposons aussi que tous les peuples industriels se suivent d'activité, d'intelligence et de résultats: dans ces trois suppositions, dont une certainement se réalisera, que deviendront les travailleurs lorsque les marchés seront encombrés? Ils ne travailleront plus, et périront de famine et de misère

comme les Irlandais, ou seront assommés ou vendus comme les nègres.

La misère énerve l'intelligence au lieu de l'activer: donc si le peuple tombe dans la misère, il sera incapable de se relever, donc l'aristocratie aura gagné son champ de bataille; si le bas peuple tombe dans la misère, les classes moyennes s'en ressentiront, donc l'aristocratie aura gagné ce second champ de bataille. Le plan n'est pas trop mauvais, comme vous voyez.

Messieurs, la terre est limitée; on en connaît les profondeurs, l'étendue, les ressources: la civilisation industrielle doit gagner toutes ses parties de proche en proche, ainsi la Russie, ainsi l'Amérique, ainsi l'Algérie, ainsi l'Orient, etc., ou bien il faut exploiter les nations incivilisées comme on exploite les animaux domestiques partout où il s'en trouve: il faut donc avouer ce principe, ou invoquer le principe de l'humanité. Avouer le premier, c'est dire qu'on exploitera chez soi les basses classes, comme les étrangers incivilisés; invoquer le second, c'est consentir à une organisation sociale plus humaine que celle qui nous gouverne; or, pour cela, il ne faut pas que l'esprit de concurrence industrielle nous domine exclusivement, ou, si la marche de la mécanique nous y conduit inévitablement, il nous faut contre cette marche une compensation réelle, une barrière contre la misère qui nous attend évidemment au bout de la tension qui, par sa détente, doit causer une explosion ou une commotion à tout bouleverser.

Pour faire à bon marché, il faut réduire non-seulement les douanes, mais la main-d'œuvre. Si la main-d'œuvre n'est pas réduite, il faudra multiplier les mécaniques et encombrer les marchés et les dépôts. Si, comme émule ou disciple de M. Blanqui, vous admettez le libre échange (on entend par libre échange le droit d'importer ou d'exporter et celui de réimporter ou de réexporter telle ou telle marchandise en échange de telle ou telle autre, sans droit), l'Anglais pourra nous offrir ses produits fabriqués et nous prendre en échange nos matières premières, puis nous les réexporter toutes fabriquées. Or, comme l'industrie chez eux est leur élément, ils ne manqueront pas d'épuiser nos matières premières et ensuite de ruiner nos fabriques, obligées de payer fort cher ces mêmes matières dont les Anglais auront causé la rareté. Or comme les Anglais seront toujours, en raison de leur position et de la nécessité, plus rusés que nous en commerce, nous serons toujours leurs dupes et leurs tributaires, surtout lorsque nous aurons à notre tête des hommes qui regardent un peuple, non comme des enfants à diriger et à élever pour répondre aux destinées de l'intelligence qu'un Dieu leur a donnée, mais comme un troupeau de bestiaux qu'il faut plus ou moins ménager pour les besoins des guerres de convention ou de calculs destructeurs.

Qu'on nous diminue les droits sur une denrée ou sur un produit industriel, il faut toujours que le gouvernement perçoive des droits d'administration; ces droits seront anéantis d'un côté pour être rétablis d'un autre côté. Ce n'est pas là qu'est le point d'achoppement; il est là où l'on ne veut point que le pauvre atteigne. Il faut à notre organisation des malheureux, des mendiants; et la preuve, c'est qu'il ne se trouve point un administrateur qui ose entamer une réforme réelle.

M. de Lamartine veut enter une nouvelle greffe sur un vieux tronc pour épuiser le peu de sève qui lui reste.

L'ancienne noblesse voudrait laisser le vieil arbre jeter encore son antique verdure avec sa mousse, son gui et ses fruits rachitiques.

M. Thiers et toutes les nuances d'opposition voudraient greffer l'arbre à la naissance du pied.

MM. Cabet et consorts voudraient tout couper et essayer des plans inconnus.

Moi, je voudrais greffer les fruits de l'ancien arbre sur un pied nouveau provenant de bonne source et de terre native.

Or M. de Lamartine, qui voudrait voir le soleil darder ses rayons d'en haut, ne veut pas même, par orgueil ou par égoïsme, que ce soleil puise ses effets salutaires dans les émanations d'en bas. Or, le soleil, abandonné à ses uniques et propres ressources, n'est qu'un foyer incandescent qui brûlerait tout, comme il le fait dans les déserts du tropique africain. Il en est au moral comme au physique. Si le haut de la société veut tout pour elle, elle seule existera, et le bas de la société sera un dé-

sert où l'on ne verra que misère et haillons. Les réformes Duvergier de Hauranne ne sont qu'une pluie d'un jour sur l'année en Éthiopie ou dans le Sahara.

Savez-vous, Monsieur de Lamartine, oui, je le crois, ou ignorez-vous, Monsieur de Lamartine, non, je ne le crois pas, ce qu'est notre société actuelle, avec la civilisation que vous autres grands soleils lui faites et lui ferez si vous ne voulez point vous amender? un amalgame, une bourse limoneuse où l'infection et la corruption dominent, et où tout est poison pour ceux qui sont obligés de vivre et de se nourrir de ce limon; car ils ne peuvent trouver une place claire exempte d'impureté, pour s'y reposer et s'y délasser dans la contemplation d'un ciel pur et bienfaisant.

Or, Monsieur de Lamartine, si vous ne savez pas où si vous ignorez, la science est bien coupable à votre égard; au contraire, si vous savez et si vous n'ignorez pas, votre personne est bien coupable vis-à-vis de la science; car la science devra vous reprocher la fausse application que vous faites de ses avantages.

Vous désespéreriez de la Providence, dites-vous, si les bas prix ne devaient pas procurer une aisance générale. Jamais la Providence n'a fait défaut à l'homme, c'est l'homme qui a fait souvent défaut à la Providence. A toutes les époques, dans tous les temps, lorsque l'homme était le plus criminel envers Dieu et envers les hommes, la Providence a toujours été aussi bienfaisante; mais l'homme a souvent égaré l'homme sans pouvoir jamais égarer la Providence. Le ciel de l'ancienne Rome tombée n'est-il pas toujours le même ciel? certes, oui; les hommes seuls ont changé leur propre existence: cette année d'abondance contrariait certains spéculateurs en est encore la preuve. Vous autres grands, vous doutez tous aujourd'hui de l'avenir. Un seul homme, oui, un seul, et parmi les petits, vous rassure, vous propose: vous le repoussez tous sans vouloir l'entendre. Il demande un tribunal, une assemblée, et vous n'osez le lui accorder; seul, il brave, il supplie, il invoque le secours de vos capacités, de vos rayons, et vous lui répondez: Tu n'es pas d'en haut; et lui vous dit: Le soleil puise l'eau en bas, sur la terre, pour en former des nuages qu'il répand ensuite; sans ce secours, il serait pour nous un incendie perpétuel. Vous n'avez aucune bonne raison à lui opposer. Vous voulez faire douter de sa raison, et vous n'osez provoquer la publicité de ses principes. A lui seul il vous tient tous en échec: il défie le clergé, il défie les grands, il défie leurs sophismes; il défie l'ignorance, il invoque l'humanité, il invoque la modération, il invoque la raison guidée par l'instruction et l'éducation, il invoque le travail appuyé par l'instruction, il invoque l'intérêt et le bonheur de toutes les classes appuyées les unes sur les autres, et vous, au contraire, vous voulez des classes qui s'entrechoquent et finissent par se traiter en ennemies et s'entre-détruire par des guerres civiles ou par des guerres de nation à nation. La destruction est votre principe, et vous voulez même en faire un principe divin par des guerres de religion. Vous hébécitez les peuples dans les passions de tous genres, et vous finissez par en faire des monstres sans cesse renaissant de leurs cendres, la vengeance et la haine trouvant sans cesse des aliments nouveaux. Des armées nombreuses sont aguerries à la destruction, au lieu d'être des sauvegardes contre les invasions de l'étranger; elles deviennent des suppôts de désordre moral ou d'anarchie dans les idées et les sentiments sans direction fondamentale.

Les peuples se composent de divers éléments moraux:
De la religion, qui s'empare du principe intellectuel;
Des richesses, qui sont l'élément de l'égoïsme;
Du travail, qui est l'élément de la société, de l'association et de la civilisation.

La religion est devenue un abus dont le but est d'engourdir l'intelligence et de nuire à son développement. Il résulte de ce but des dangers graves pour la civilisation humanitaire.

Les riches sont intéressés à appuyer le but du principe religieux, afin de ne pas trop encourager l'émulation qui pourrait diviser les richesses.

Le travail, qui n'est point apprécié à sa valeur, et qui pourrait avoir des résultats beaucoup plus avantageux à chacun qu'ils ne le sont généralement, est la source de beaucoup de vices, parce que l'instruction et l'éducation manquent au travail, et que le travail manque à l'instruction.

Il résulte de ce premier aperçu que la religion est assise sur des bases abusives et fausses, susceptibles d'être modifiées;

Que les richesses n'inspirent pas le respect qu'elles pourraient inspirer si elles étaient mieux organisées;

Que le travail a besoin d'une organisation qui le fasse mieux comprendre et mieux apprécier;

Que l'instruction et l'éducation générales sont les liens indispensables de ces trois éléments sociaux principaux.

Je sais, Monsieur de Lamartine, que tous mes efforts me compromettent encore plus vis-à-vis des basses classes de la société que devant les hautes classes; car il est facile d'ameuter contre un individu toute cette lie du peuple qu'on fait mouvoir avec de l'argent. Les massacres des prisons se répéteront quand le pouvoir le voudra: témoin tous les événements successifs depuis cette funèbre époque jusqu'aux derniers assommoirs de la rue Saint-Honoré. Les autorités ne sont-elles pas presque toujours les causes de ces scènes honteuses? Ne les font-elles pas cesser facilement quand elles naissent inopinément?

Qu'il est facile de tromper les classes moyennes sur les intentions d'un homme nouveau, en le représentant possédé de l'ambition ou de la manie d'écrire ou de faire parler de lui!

Je sais que les gouvernements dépenseront des années et des millions, s'il le faut, pour éteindre certains progrès, pour

atteindre par la lassitude et la vieillesse celui qui braverait les plus cruelles persécutions. Que des gouvernants sont capables de sacrifier la probité et la vertu nationales aux liens internationaux, c'est-à-dire aux idées quasi-sauvages.

On dirait qu'une réaction continuelle nous gouverne depuis 1830; on dirait que nos gouvernants sont à bout de ressources et ne savent absolument comment combiner leur système; on dirait qu'ils veulent une révolution sérieuse pour avoir occasion de la combattre, de la vaincre, pour ensuite ériger sur sa dé faite un système absolu, oppressif et compressif tout ensemble.

Le bas peuple n'est certainement pas en état de se donner une organisation: l'instruction et l'éducation sont encore trop mal appréciées par lui; il y a donc encore tout à faire sur ce point par nos gouvernants; donc nos gouvernants ont tort de paraître croire qu'il est temps d'arrêter la diffusion des lumières, quand cette diffusion n'a pas encore eu lieu. Vouloir reculer lorsqu'on ignore encore le terme d'une entreprise à peine commencée, c'est montrer de l'incapacité ou le désir de ne pas donner à tous le secret d'un trésor ou d'une mine riche pour tous. Nos gouvernants paraissent si myopes qu'ils ont l'air de ne pas apercevoir que les étrangers et leurs princes nous suivraient d'enthousiasme, si la France leur ouvrait une carrière nouvelle et stable, à la place d'un chaos perpétuel d'idées et d'institutions. Oui, l'Angleterre elle-même nous donnerait la main, si elle voyait à notre tête des hommes capables, décidés, probes et nationaux, sans être égoïstes, des hommes d'ordre à allures franches; mais elle nous méprisera comme un peuple incapable, vaincu et enchaîné, tant qu'elle nous verra marcher derrière elle et n'avoir d'autre mouvement, qui nous appartienne, que celui des replis d'un reptile dont les ondulations suivent les progrès de la tête que nous impose cette puissance.

Un certain élan donné aux travaux publics depuis 1830 est-il une compensation? Dois-je féliciter nos gouvernants d'être assez modérés pour entendre et supporter toutes mes récriminations, qui ne sont, au surplus, que le résultat et la réalisation d'une impression générale et d'un besoin senti? Ces bastilles autour de Paris ne sont-elles pas évidemment dressées et déjà armées dans la prévision d'une tentative de révolte plutôt que dans la prévision d'une révolution réelle contre laquelle aucune force ne pourrait tenir? Ne sont-elles pas le cachet d'un aveu d'incapacité morale?

Oui, Monsieur de Lamartine, vous encouragez plus que vous ne le pensez, par vos talents dépensés dans vos fonctions de député, à l'envi de beaucoup de vos éminents collègues, les erreurs des gouvernements; oui, je dis les erreurs, car je ne veux pas croire à la méchanceté que Dieu ne doit pas nous avoir donnée. Un bandit, un assassin n'est l'un et l'autre que par erreur; qu'une hardie probité essaie de le prouver, je crois qu'elle y réussira.

J'ai l'honneur d'être, Monsieur de Lamartine, en même temps que votre censeur sévère, votre très-humble ami, et admirateur loyal.

AUX CITOYENS MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Paris, 8 juillet 1848.

Boni pastoris esse tondere pecus non debetur.

MESSIEURS,

Ne pouvant demander que cette lettre, vu sa longueur, soit lue à l'Assemblée, je me borne à supplier son président de la mettre à la disposition de tous ses membres.

Il est impossible de ne pas apercevoir l'embarras de l'Assemblée au sujet des bases de la constitution. Beaucoup de membres veulent deux chambres, beaucoup n'en veulent qu'une. M. Thiers, à qui j'ai donné ma voix, avec la perspective qu'il pourrait employer ses talents en faveur d'une bonne République, et qu'on ne pouvait juger un homme qu'en le voyant à l'œuvre, me paraît tourner à la République oligarchique aristocratique anglaise, par conséquent jouer au partisan ou à l'égoïsme; ceux, au contraire, qui ne veulent qu'une chambre, paraissent s'aveugler sur le désordre ou le despotisme populaire qu'elle peut engendrer.

Je prendrai M. Thiers comme type, parce qu'il le veut, et qu'il paraît vouloir s'isoler, afin de se créer une armée à part.

M. de Tocqueville pense comme lui.

Je ne vois, comme type d'une chambre unique, aucune notabilité de la veille; M. de Cormenin est-il un type?

M. Proudhon, à qui j'ai aussi donné ma voix, que je regrette, parce que j'ignorais qu'il dénonçât Dieu comme l'auteur de tout mal, et qu'il manifeste la nécessité de le détrôner; qu'avec de pareils principes on ne peut plus trouver une base solide d'éducation sociale: lorsqu'au contraire, en posant Dieu comme l'auteur de tout bien et l'homme comme sa propre cause de ses égarements et de ses excès, on peut ramener l'homme vers une route dont il s'était égaré inconsidérément.

Sans m'étendre davantage, je dirai que le parti communiste socialiste s'est tellement compromis dans son absolutisme particulier, que des hommes fins comme M. Thiers en ont fait le drapeau d'une chambre unique et despotique; ce n'est pas à tort, mais ce n'est pas à tort non plus qu'on s'aperçoit que M. Thiers se dessine comme un absolutiste despotique dans le sens anglais.

Il sera bien difficile d'amener M. Thiers s'isolant actuellement, ainsi que M. de Lamartine s'isolait sous Louis-Philippe, à transiger avec des termes moyens qui ne soient, ni le peuple despotique, ni l'aristocratie républicaine despotique.

M. Thiers a d'abord déclaré qu'il lui semblait impossible de

garantir à l'ouvrier perpétuellement du travail; cette déclaration sent l'aristocratie à plein odorat.

Qu'est-ce qu'une nation? je la définis ainsi, après mûre réflexion, c'est une agglomération d'individus en communauté graduée, suivant leurs diverses intelligences, de manière que l'idiot, le vieillard et l'infirme occupent le dernier échelon, et qu'ils ont droit, d'un consentement unanime, à l'existence animale au moins. L'ouvrier actif qui n'a que l'intelligence de son travail, a naturellement droit à quelque chose de plus, que les précédents; et ce quelque chose de plus n'est autre chose que le travail avec lequel il se procure, suivant ses capacités, les jouissances que ses frères inférieurs ne peuvent se procurer. Quant aux échelons supérieurs, ils sont occupés par ceux dont l'intelligence suffit à se maintenir par eux-mêmes dans la position qu'ils ont prise. Je vois avec peine que M. Thiers cherche à se poser comme un phare aristocratique d'une intelligence exceptionnelle et privilégiée, et il le dit en termes si positifs, qu'il déclare hautement et clairement que hors de ses idées point de salut; ce phare, s'il est accepté, nous donnera encore bien des maux et des regrets; avec ses idées nous n'aurons que des révolutions, par conséquent que du sang en perspective.

Les idées de M. Thiers, gravées sur les fortifications, se manifestent de nouveau dans son attitude actuelle.

Je dis donc qu'un terme moyen entre deux chambres composées d'éléments différents, et une seule Assemblée composée d'éléments en ébullition, est possible; votre Assemblée composée de 900 membres, est évidemment trop considérable; nommez parmi vous un nombre de représentants qui seront cette seconde chambre que vous désirez; étant prise dans votre sein et parmi les plus âgés, elle évitera ces réunions fréquentes d'électeurs, qui deviendront un fléau si elles doivent se renouveler si souvent pour les élections de toutes natures que le mode électif entraînera nécessairement: l'abus, comme l'excès, dans tout nous perd, et produit les passions désorganisatrices.

M. Thiers suppose que les électeurs sauront bien distinguer les individus qui devront faire partie des deux chambres; encens de courtoisie! je suis bien contrarié de dire que je crois que M. Thiers n'est pas sincère, quand il tient un pareil langage; pourquoi donc alors M. Carnot s'est-il retiré, parce qu'il avait dit qu'il ne serait pas inutile que des paysans illettrés pussent siéger sur vos bancs? pourquoi M. Carnot s'est-il retiré, parce qu'il paraissait trop favorable aux basses classes? pourquoi donc ne savez-vous pas tempérer l'exaltation d'en bas en modifiant les prétentions privilégiées? Pourquoi moi-même ai-je voté presque en aveugle comme tant d'autres? Pourquoi redésirer les belles journées parlementaires qui nous ont tous bouleversés et nous bouleverseront encore? Pourquoi donc les satisfaits croient-ils que tout est bien, lorsque leurs intérêts sont sauvegardés? parce que, encore une fois, l'homme seul ne peut suffire à une besogne aussi étendue que l'est l'administration loyale de 34 millions d'individus; le labyrinthe inextricable de nos lois le prouve. La tête de M. Thiers, toute forte qu'elle paraisse, est insuffisante, très-insuffisante, pour être le soleil républicain; non, monsieur Thiers, vous ne le serez pas, encore moins que M. de Lamartine, et gare à nous si vous l'êtes, vous nous brûlerez faute d'ombrage que vous ne saurez nous donner; vous nous brûlerez aussi bien que M. Proudhon pourrait le faire, car le soleil brûle aussi bien en Russie qu'en Éthiopie, en Angleterre qu'en Amérique et en France, quand sa chaleur n'est pas modifiée par l'intelligence humaine. Pourquoi donc ce désordre incessant que j'aperçois depuis que j'ai l'âge de pouvoir examiner les hommes et les choses? Il faut donc dire avec vous, citoyens, qu'il n'y a point de remède, et que la société est composée de causes convulsives qu'on ne peut que modifier ou comprimer, sans pouvoir prévenir les crises d'une fièvre capricieuse sans périodicité appréciable; est-ce donc là que, médecins politiques, vous seriez acculés et forcés d'avouer le terme de votre science? Mais, citoyens, il est encore une autre science qui fait que l'homme de génie est souvent modeste et sait écouter les plus humbles renseignements; n'a-t-on pas vu plus d'une notabilité avoir recours à des talents ordinaires, mais doués d'une expérience spéciale et quelquefois vocative? Me direz-vous que vous sortez de tenter un essai? non, citoyens, vous ne l'avez pas tenté, vous y avez été entraînés malgré vous, conséquemment vous n'avez pas eu cette liberté d'examen, d'étude, que l'homme indépendant, désintéressé et expérimenté, emploie à s'assurer de l'origine, de l'effet et des résultats d'un procédé qu'il n'avait jamais employé.

Sans remonter aux siècles éloignés, pourquoi, après avoir soutenu Napoléon, a-t-on aidé à le faire tomber? parce qu'il éclipsait tout par son espèce d'absolutisme; oui, Messieurs, voilà le véritable motif: lui tombé, vous avez voulu maintenir vos prérogatives brillantes de débats parlementaires, et vous avez fait tomber Charles X et Louis-Philippe; maintenant vous avez la plus belle perspective, vous pouvez tous devenir roi, tour à tour, car roi ou président c'est même chose; or, vos prérogatives, votre perspective, vous les devez à tous vos frères, l'hérédité n'est plus attachée à la présidence, et le bonheur de la France doit être la récompense du plus méritant; le mérite ne consiste donc pas à construire des volcans pires que le Vésuve, ni à armer la moitié du pays contre l'autre moitié; tous ces moyens sont volcaniques, et ont déjà produit leur effet; il faut, au contraire, par des institutions pacifiques et graduées, comme la communauté graduée dont j'ai parlé plus haut, produire peu à peu le désarmement, et ne conserver que le nécessaire contre l'invasion du dehors. Plus vous ferez d'armements et d'institutions compressives, plus vous obérez par les impôts le commerce et

l'industrie, plus vous ferez de misère, plus les commotions seront violentes et générales. A moins que ce ne soit le but politique des hommes d'État : diviser pour régner, détruire pour consolider; alors nous y marchons en pleine voie : Je dis que nous y marchons en pleine voie, car le malheureux peut-il toujours endurer sa misère? Est-ce faire preuve de bon administrateur, que de détruire un terrain par une production excessive, que de pousser les hommes à un excès de travail pour pouvoir subvenir à leurs besoins, que de les excéder de fatigue pour les empêcher de participer aux bienfaits de la civilisation, de l'instruction et de l'éducation? Est-ce être bon administrateur, que de poser le riche et le pauvre en face l'un de l'autre comme deux ennemis? Est-ce faire preuve d'hommes religieux, que de forcer des esprits comme celui du citoyen Proudhon, à dire que Dieu est l'auteur de tout mal, parce que le pauvre ne voit aucune borne à sa misère, que les aumônes ne sont pour lui qu'une dernière ressource, et la preuve de son impuissance, de son incapacité à se relever, la preuve que ces aumônes, produit du superflu, pourraient être mieux employées à lui procurer de l'ouvrage et des économies qui lui appartiendraient et lui donneraient le mérite de la propriété! Croyez-vous que si M. Thiers employait sa dialectique, sa logique, son érudition, ses vastes capacités oratoires, à amener la société à un état satisfaisant et encourageant pour tous les degrés, il n'en serait pas plus glorieux? car je crois qu'il y aurait plus de mérite pour lui à exploiter une mine féconde, mais difficile, qu'une mine exploitée de temps immémorial, où les résultats sont toujours les mêmes, l'égoïsme, les privilèges, l'or, l'argent, le clinquant, les livrées de l'orgueil et de la fatuité. Il est vrai qu'à cette mine on connaît les gisements, et qu'il n'y a qu'à se baisser pour ramasser et extraire, qu'on écarte facilement celui qui a l'effronterie de vouloir y prendre sa place; tandis que dans l'autre il faudrait beaucoup travailler avant de recueillir, mettre beaucoup de monde dans le secret, lutter d'habileté, et que ce ne serait pas le profit facile de quelques-uns, mais l'industrie de tous, qu'il est vrai qu'on n'aurait pas autant à craindre de l'envie, mais cependant, que jusqu'à présent il a paru préférable de cacher un trésor à des brigands qui vous épient, que de vivre aisément sans trésor au milieu d'amis affables. Par toutes ces raisons assez concluantes, il vaut encore mieux l'ancienne mine connue que la nouvelle qui n'a jamais été exploitée, et qu'il vaut mieux laisser aux amis du Christ, enveloppés encore dans leurs premiers langes! vaut mieux que quelques-uns s'enrichissent en excitant les jalousies, les vengeances, les vols, les assassinats, que de généraliser l'aisance en absorbant les passions haineuses!

Quand je dis que vous avez été entraînés avec le mouvement plutôt que vous n'avez cherché à l'étudier et à l'organiser : est-ce volontairement qu'on a laissé les locataires exiger de leur propriétaire des quittances sans argent? certainement non! N'est-ce pas encore par suite du même mouvement que les locataires veulent abolir l'usage des six mois d'avance? la plantation des arbres de la liberté a-t-elle été autorisée? n'est-ce pas encore en dépouillant la propriété que cette plantation a été faite? Aussi n'y a-t-il pas aujourd'hui une véritable réaction qui a déjà eu ses abus également et les aura encore davantage?

Citoyens, réfléchissez, je ne puis que vous répéter ce que j'ai déjà écrit aux pouvoirs sous Louis-Philippe : la civilisation n'est point à son apogée, elle est encore à son début; à peine a-t-elle préparé le terrain, car l'abus ou la prospérité du petit nombre accablant les grandes masses, c'est une raffinerie de barbarie, un pays est toujours assez riche pour nourrir sa population.

Si M. Thiers voulait bien lire le numéro, sous forme de journal, inséré dans la présente, il y trouverait matière à méditation, et peut-être, sauf quelques additions et quelques modifications, une solution aux difficultés sociales, car il y trouverait quelque analogie avec les idées par lui émises dernièrement dans les bureaux de l'Assemblée.

J'ai l'honneur d'être avec respect, citoyens représentants, votre dévoué concitoyen.

AUX CITOYENS MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Paris, 13 juillet 1848.

Mille se unum civem servare quam mille hostes occidere.

J'avais l'intention de proposer au général Cavaignac un plan de conspiration en faveur du bien public, mais j'ai pensé que pour le faire réussir pleinement, il devrait s'adopter le pouvoir et le consentement de l'Assemblée; j'ai donc préféré m'adresser à elle directement, puisqu'elle y est intéressée ni plus ni moins que moi-même.

M. Guizot, dans la prévision des procès monstres, avait fait ériger un tribunal et des prisons monstres; il ne croyait pas que ce serait la République qui renchérirait sur sa politique, et cependant nous y voilà. Qui en accuser? qui s'en accusera? personne. On a toujours demandé une responsabilité ministérielle, qui osera nous la donner?

Qui osera dire aujourd'hui et le prouver, parmi les membres du gouvernement et de l'Assemblée nationale, que la situation n'est pas inquiétante et embarrassante?

A quoi se résume l'embarras de la situation? à assurer l'existence à chacun.

Or, cette existence, qu'elle soit régulièrement établie par une bonne administration, ou qu'elle ne trouve sa solution que

dans l'anarchie, la guerre civile ou le pillage, il faut qu'elle ait son dénouement.

Si l'administration ne peut trouver des moyens réguliers de satisfaire aux nécessités principales, il faut dire qu'elle manque de ressources.

La guerre civile, le pillage, le meurtre, l'incendie, coûteront énormément à la société, autant sous le rapport matériel que sous le rapport moral, beaucoup et infiniment plus que par les moyens réguliers. Donc, de nécessité, préférons la régularité.

Il avait été question d'une armée de travailleurs, pourquoi n'y avoir pas recours aujourd'hui, pourquoi ne pas chercher à organiser la société même militairement, ou hiérarchiquement!

Dans la situation où nous nous trouvons, il faut savoir descendre au fond de l'abîme, savoir en sonder tous les dangers, et avoir le courage de les signaler.

Oui, messieurs, la difficulté d'une existence honnête, nous a tous rendus égoïstes par force majeure, nous a tous rendus ambitieux, et comme cette ambition ne peut se satisfaire qu'en blessant beaucoup d'intérêts, il ne peut sortir de cette lutte que de la barbarie et de la cruauté. Déguisez comme vous l'entendrez la nécessité de la légitime défense, mettez-moi, si vous le voulez, dans vos rangs, la vérité reste toujours dans la nécessité de l'égoïsme et de l'ambition, par un défaut d'organisation sociale. Cette organisation est difficile, je le veux bien, vous la désirez même sans en entrevoir les moyens, je le veux bien encore; vous doutez sincèrement que quelqu'un puisse y atteindre, je le veux toujours. Mais cependant lorsque vous rejetez perpétuellement des efforts honnêtes, qui se présentent à vous en amis sincères et désintéressés, sans exagération, que faut-il en conclure? ou que vous voulez être sourds ou que vous voulez ne point voir, ou que, comme l'homme animé par l'incendie du cerveau, vous ne voulez croire à aucun accommodement, à aucune modification.

Vous vous laissez aller à reconnaître la nécessité de répandre de plus en plus l'instruction, par la raison seule que vous y êtes contraints par force majeure morale. Vous savez comme moi que l'instruction a son danger, et c'est ce danger que vous craignez, et que je crains comme vous, parce que je n'aperçois personne qui soit fixé sur l'emploi et le résultat de cette instruction; oh, Messieurs, combien je serais plus hardi et plus fort si je me trouvais placé sur un terrain plus approprié que celui sur lequel je me trouve! combien me semble facile et fécond cet emploi intelligent d'une conquête que Dieu nous tient ouverte depuis tant de siècles, à laquelle il nous convie perpétuellement, et que nous nous barrassons d'âge en âge avec la bêtise des brutes!

Que je regrette donc d'avoir à vous dire, que pour sortir de la position dans laquelle nous ne devrions pas être, il nous faut, non un coup d'État, car presque tous les coups d'État sont malheureux, notamment le dernier, duquel nous sommes encore embarrassés, mais un de ces événements étranges auxquels il faut croire que l'auteur du bien prête sa volonté : je ne dis pas l'auteur du mal, car cet auteur est l'homme qui en fait autant qu'il en veut et peut faire; un de ces événements étranges qui renouvellent la face des idées, pour pouvoir ensuite renouveler la face des institutions. Les idées égoïstes ne peuvent donner que des institutions égoïstes, les idées de sang et de bouleversements ne peuvent donner que des institutions sanguinaires et anarchiques, les idées qui veulent que le mal provienne de source divine ne peuvent donner que de mauvaises institutions; il nous faut donc des idées de concorde, d'ordre, d'union et de bonne nature; or, la nature nous fait naître, croître, mûrir et mourir, il faut que notre société soit basée sur ce modèle.

La naissance, c'est la faiblesse qui a besoin de protection et de guide.

La croissance, c'est le sentiment du besoin d'activité et d'amis.

La maturité, c'est l'expérience qui a besoin d'une autorité respectée et qui doit trouver le respect dans des lumières désintéressées et utiles à l'âge d'activité.

Enfin, la vieillesse c'est le repos tranquille et respecté, c'est le fruit qu'on aime à contempler et à savourer mûr jusqu'à la ride, et qui n'en est que meilleur.

Messieurs, quoique vous pensiez être la fleur, l'essence et en quelque sorte l'édifice social tout entier, vous ne prétendez pas, ce fait est certain, être le dernier mot, la perfection sociale, même actuelle, tant s'en faut, car autrement nous serions heureux, et vous marcheriez d'un pas assuré et rapide vers une constitution stable; vous êtes au contraire plus incertains que jamais sur les principes à admettre pour une période d'années très-accidentées. On est généralement porté à maltraiter tout ce qui contrarie nos intérêts personnels, et à regarder comme utopies et billevesées tout ce qui s'écarte de la routine habituelle; il faut pour détruire cette routine des faits nombreux, et si frappants, que les anciens routiniers, froissés dans leurs intérêts, soient forcés d'avoir recours aux nouvelles méthodes, sous peine de succomber.

Il est pourtant des faits qui parlent bien haut, pour que vous écoutiez un peu ceux qui ne demandent ni anarchie ni bouleversement. Croyez-vous que M. Guizot et sa politique diviser pour régner, détruire pour consolider, ne soit pas usée? Qui de vous, citoyens, oserait prêcher pour la fermeture des écoles avec espoir de réussite? Cependant pour la tranquillité et la stabilité de la société, il n'y a point de terme moyen possible entre l'instruction et l'ignorance; l'ignorance, vous devez l'adopter si vous voulez maîtriser le peuple, comme un pasteur maîtrise son troupeau. Avec une demi-instruction vous aurez toujours des esprits superficiels qui chercheront à faire naître des révo-

lutions, pour y trouver des occasions de fortune et de suprématie; avec une instruction positive et solide, il faut de toute nécessité que la forme de vos institutions se prête à toutes les aptitudes, et en même temps qu'elles soient propres à faire reconnaître à chacun la limite de ses capacités, et en quelque sorte de son ambition. Hé bien, ce sont ces dernières institutions que vous ne donnerez pas, parce que vous craignez la perte de vos prérogatives, et que cette crainte vous dominerait et vous amènerait certainement l'anarchie; il y a beaucoup de privilèges tellement enracinés, tellement encroûtés, tellement coriaces, qu'ils ne céderont qu'à des révolutions violentes; vous leur donneriez dans de nouvelles institutions, l'équivalent de leur position, qu'ils ne consentiraient jamais, même au prix d'une perspective plus étendue, à changer volontairement leurs allures, même à se rajeunir : un vieillard qui s'éteint se persuade que ses anciennes habitudes ont dû s'incruster dans ses descendants, et il en est peu qui cèdent aux progrès et à une nouvelle expérience.

Que le citoyen Cavaignac se hâte de détruire l'état de siège qui couvre encore Paris en ce moment, que les localités dont la représentation n'est pas complète à l'Assemblée soient convoquées avant la discussion publique de la Constitution, afin que l'Assemblée soit au grand complet dans une circonstance aussi solennelle.

Il y a beaucoup à faire pour renouveler une société, tout le monde le sait. Qui se présente? qui s'annonce? qui posera un nouveau code? qui rassurera chacun? qui ranimera la confiance? Cabet, Louis Blanc, Proudhon, Ledru-Rollin, Lamartine, Barbès, Blanqui, ou Thiers, et vous tous qui êtes à la tête des principes, parlez! agissez dans les limites de la raison, formez de ces petits modèles d'institutions, ainsi qu'un machiniste fait à l'échelle de réduction un modèle de machine; qu'on le voie ce modèle! Je comprends que ce modèle est plus difficile à faire qu'à écrire; faites alors comme Napoléon, établissez-le en grand; mais vous ne voulez plus de Napoléon, comment ferez-vous donc à plusieurs? Deux jumeaux accouplés indissolublement, ne peuvent s'entendre! M. Lamartine, qui avait pourtant bien voulu s'entendre avec ses collègues, n'a pu nous donner la tranquillité; croyez-vous que d'autres seront plus heureux? Non! non! non! Il faut un chef unique partout! une seule tête sur le corps; essayez-le, changez-le, puisque vous le pouvez, mais il en faut un, et un seul. Que ceux qui se croient raisonnables par excellence, calculent froidement ce que coûterait une seconde lutte pareille à la dernière, s'étendant aux départements; qu'ils disent si elle ne coûterait pas plus que tous les sacrifices réguliers qui pourraient être demandés; qu'ils disent s'il ne serait pas plus raisonnable d'enrôler comme travailleurs toutes les personnes qui pourraient se présenter, que de les laisser rôder sans fixité.

On voit toujours les mêmes répulsions se manifester contre un nouvel état social dans toutes les mesures d'organisation apparente. Ainsi les gardiens civils nouveaux sont les sergents de ville anciens changés de costume, s'occupant de police politique plutôt que de police de sûreté et de salubrité. J'avais indiqué une police de famille par rue, qui aurait pu rendre des services, bien plus positifs, et qui n'aurait point laissé de démarcation dégradante entre le surveillant et le surveillé; on ne veut point même en essayer; on préfère réintégrer les municipaux en gendarmes, et les sergents de ville en agents secrets de police.

Croyez-vous donc qu'une nouvelle marche administrative est impossible, changerez-vous donc encore le nom de monarchie pour celui de république, sans répudier le système; croit-on que parce qu'on introduira les mots liberté, égalité, fraternité, dans quelques paragraphes de lois, nous en serons dupes; ce sont des déguisements qui s'aperçoivent et suscitent sans cesse des perspectives de révolution; vaut beaucoup mieux pour la reprise de la confiance, une marche assurée et directe que cette marche oblique, qui montre à tous la défiance et l'incertitude.

J'ai proposé de rendre tous les individus travailleurs; fi donc! croyez-vous que lorsque nous aurions plus de travailleurs et moins de journalistes ou d'écrivains pernicieux, nous en serions plus malheureux? non, non. Les écrivains ne s'occupent point de créer de l'ouvrage, au contraire ils ont besoin de flâneurs pour se faire lire. Ils ont besoin d'égarer pour multiplier les goûts. Les écrivains pour le sérieux et le bonheur général sont rares; parce les écrivains pour le badin l'emportent, comme le mal l'emporte sur le bien : les marchands de vin et les folliculaires ou romanciers sont du même pays. Vous savez bien pourtant que le bien est possible aux puissants qui le veulent.

On est embarrassé de trouver en France de quoi occuper les bras; que le ministre de l'intérieur ou le ministre des travaux publics me charge de trouver à Paris seulement, de quoi occuper la population de Paris, et je lui garantis qu'à la tâche productive, je lui en trouverai immédiatement autant qu'il en voudra, pourvu qu'il mette à ma disposition quelques règlements de police inexécutés, et quelques légères dispositions législatives.

Beaucoup prétendent que si tout le monde était ouvrier l'ouvrage deviendrait plus difficile à obtenir, et que les difficultés augmenteraient encore; erreur, je puis le prouver au moyen de mesures de prévoyance.

Messieurs, le gouvernement déchu n'a point voulu accepter mes services; vous, Messieurs, qui sentez l'embarras réel de la situation, mettez-moi à l'épreuve sur une petite échelle, confondez publiquement des prétentions, comme celles de Louis Blanc et d'autres ont été confondues. Il est toujours utile pour

la tranquillité générale, que les chefs du gouvernement facilitent les épreuves bien intentionnées lorsqu'elles ne doivent coûter en dernière analyse qu'un très-faible sacrifice, à côté de grands résultats promis.

J'écrivais le 15 septembre 1847, publiquement, sous un gouvernement monarchique et impopulaire :

« La misère énerve l'intelligence au lieu de l'activer : donc si le peuple tombe dans la misère, il sera incapable de se relever, donc l'aristocratie aura gagné son champ de bataille ; si le bas peuple tombe dans la misère, les classes moyennes s'en ressentiront, donc l'aristocratie aura encore gagné ce second champ de bataille. Le plan n'est pas trop mauvais, comme vous voyez. »

Je ne croyais pas qu'une république, par une analogie de situation, viendrait m'obliger à citer l'appréciation du système d'un gouvernement monarchique, taxé de tendances au rétablissement d'une ancienne aristocratie abusive, comme un parallèle à appréhender. Réfléchissez, citoyens !

Quelques moments après la révolution de 1830, j'écrivais à M. le ministre de l'instruction publique, au sujet d'une ordonnance sur une récompense nationale à décerner aux vainqueurs des barricades, qu'il était temps d'organiser les ouvriers, leur travail, leurs économies ; enfin de les rattacher plus étroitement au haut de la société par des institutions qui leur fussent favorables, je parlais même d'un certain mode de salaire, bien loin de penser que le citoyen Louis Blanc, alors inconnu, serait, dix-huit ans plus tard, l'émule public et malheureux de mes vœux adressés à un gouvernement naissant.

Vous voyez, Messieurs, que sans publicité, le temps a fait naître dans d'autres terrains les mêmes germes que dans le mien ; seulement les terrains étaient brûlants chez les uns et très-tempérés chez moi ; c'est pourquoi Cabet est communiste, Proudhon socialiste irréligieux, P. Leroux, Louis Blanc, socialistes prématurés, etc.

J'ai l'honneur d'être avec respect, citoyens représentants, votre dévoué concitoyen.

AUX CITOYENS MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE.

Paris, 19 juillet 1848.

Ultima ratio, respublica.

MESSIEURS,

On prétend que nous ne sommes pas dans une position effrayante, mais seulement anormale, et que nous en sortirons facilement. Oui certainement nous en sortirions facilement, si les hommes le voulaient, car la nature le veut bien et n'y met aucune opposition.

Mais le citoyen Proudhon veut tout détruire pour tout réédifier.

Lamartine ne sait pas ce qu'il veut.

Louis Blanc ne peut pas ce qu'il veut.

Thiers regrette Louis-Philippe.

Henri V se rappelle à la légitimité.

Napoléon se rappelle à la gloire et à la grandeur.

Les ouvriers disent que les instruments doivent avoir leur part.

Les ingénieurs en écus prétendent avoir la priorité.

Cabet crie bien haut pour qu'on ne l'oublie pas.

Le clergé prétend nous imposer le paradis perdu.

Cavaignac s'empare des lauriers de Lamartine, et le commun des martyrs fait son purgatoire.

Les Anglais nous rient au nez, en nous criant de toutes leurs forces, *god-damn, very well*. Si ton ramage ressemble à ton plumage, tu seras un Dieu.

Monsieur de Lamartine, vous qui voyez partout poésie, vous n'avez pas encore mis notre bonheur républicain en vers ; c'est ce qui nous empêche d'être heureux ; faites donc vite, car nous attendons avec impatience.

Parlons plus sérieusement :

M. de Lamartine vient de nous faire connaître sa politique étrangère qui se résume en quelques mots : prudence à tout prix, substituée à la politique Guizot, paix à tout prix ; sauf un mot synonyme, nous avons donc un nouveau Guizot.

M. Guizot disait sur les rives de la Plata, qu'est-ce qu'une poignée de Français (quinze à vingt mille) à côté de ma grande politique ? Qu'a dit M. Goudchaux pour avoir les finances ?

M. de Lamartine comparait la politique de Louis-Philippe à un champ terminé par une borne ; depuis que la royauté a perdu son champ, M. de Lamartine s'en est emparé et a conservé la borne.

Louis-Philippe, pour éteindre un peu le feu révolutionnaire de 1830, a envoyé ses créateurs en Afrique faire la guerre aux Bédouins, et en Belgique pour soutenir la révolution belge ; enfin, sans amener l'Europe contre lui, il a fait comprendre que la France ne s'était pas réveillée en vain.

M. de Lamartine, voulant faire mieux, a préféré risquer la guerre civile à la guerre étrangère, inonder de sang les rues de Paris, que d'occuper un peu l'ardeur de la circonstance en faveur de l'Italie pour atteindre la Pologne.

Que vous êtes fin, Monsieur de Lamartine, et surtout bon républicain ! Vous avez montré aux rois comment on venait à bout des barricades, afin qu'ils vous imitent ; vous avez si bien gouverné la république, que ce drapeau rouge, qui n'avait fait que le tour du Champ-de-Mars, a balayé les ruisseaux de toutes les rues de Paris.

Que vous a donc fait Napoléon pour que vous soyez son ennemi fanatique ? pourquoi donc prenez-vous soin de rappeler

ses fautes et que vous ne lui tenez aucun compte du bien qu'il a fait ? N'est-ce pas lui qui a rétabli les autels, n'est-ce pas lui qui a rappelé les Français égarés en Europe, qui a répandu partout un code modèle ? pourquoi toujours Napoléon le tyran, l'ambitieux, et que vous ne parlez point de Louis XIV et autres potentats ?

Seriez-vous jaloux de ce qu'il a su porter sur sa tête une belle couronne ? seriez-vous jaloux de ce qu'il avait dans son petit doigt politique plus de générosité, plus de grandeur, plus de nationalité que dans toute votre personne politique ?

Vous, Monsieur de Lamartine, qui savez ennoblir sur le papier tant de choses, comment se fait-il que vous ne vouliez pas faire la part des temps et des hommes ? Est-ce Napoléon qui s'est fait lui seul empereur ? C'était donc un dieu que Napoléon, s'il a pu, malgré la France, malgré les Français, porter une couronne qu'il a rendue assez belle pour qu'elle soit encore sur les bords de la Seine ! Pensez donc au présent, laissons reposer les momies d'Égypte, l'Empire romain, les Chinois et les Russes, et pensons à nous. Pensons à nous faire des finances et à donner de l'ouvrage et du pain à nos enfants plutôt que du plomb.

Vous qui reprochez à Napoléon le sang versé, évitez de le répandre d'abord entre frères ; et si des énergumènes veulent tout renverser, opposez-leur des preuves d'humanité et d'ordre qui les terrassent, des institutions fortes qui changent la direction des idées.

Ne prouvez pas par des faits le contraste de vos paroles et de vos sentiments. Faites en sorte de montrer que la propriété est le soutien de la société, en mettant chacun à même de l'acquiescer.

Hugues Capet n'était-il pas comme Napoléon un parvenu qui avait senti la dégénération du sang royal et qui a voulu enter ce sang sur sa sève vigoureuse ? Loin d'abaïsser Napoléon au niveau des Nérôn, ne devriez-vous pas relever même ses fautes, car il a relevé vos fortunes, vos privilèges, vos titres, que vous n'avez certes pas jetés à vos pieds lorsqu'il vous les a rendus, et en même temps il a su introduire partout, même dans les plus infimes individus, cette émulation, cette dignité de soi-même, qui ranimait tout ce qui allait s'éteindre.

Que faites-vous, vous ? Vous éteignez, vous détruisez ; et en détruisant le luxe, l'émulation, non-seulement vous détruisez des distinctions, mais encore vous enterrez le travail dans le chaos ; vous réduisez au désespoir et à la guerre civile ceux-là même à qui Napoléon disait : « Courage, mes enfants ! je veux que ceux qui ont de l'argent le dépensent et que ceux qui n'en ont pas en gagnent ; je veux que le chemin de la gloire et des honneurs vous soit ouvert autant par les vertus civiques que par la bravoure militaire. Je fais la guerre parce qu'on vous la fait. »

Au résumé, je baptise la politique Lamartine, de politique de lait de chaux éteinte, bonne pour les antagonistes des intérêts français, parce qu'elle ne leur causera que des incommodités légères, tandis qu'à nous qui avons besoin d'un baume réconfortant, elle irritera encore davantage notre état spasmodique.

On a aidé Napoléon à détruire une république sanguinaire et anarchique, et vous, d'une république pacifique et heureuse, vous nous avez déjà menés au désordre, à l'anarchie, au sang, à la haine, à la misère, et vous ne nous laissez entrevoir qu'une lutte intestine sans fin ; vous reprochez à Napoléon la franchise et la noblesse, il était roturier : vous, vous êtes noble, et vous nous donnez déjà toutes les passions basses. Vous dites que Napoléon a tué la Pologne ; et vous, monsieur de Lamartine, vous savez pourtant que c'était son étoile qui, déjà, filait malgré lui qui en est la cause ; vous savez bien que Napoléon, à Moscou, craignait l'Autriche mécontente sur ses derrières. Monsieur de Lamartine, quand on veut diriger un mouvement républicain, il faut être juste et loyal avant tout. Vous avez plutôt pris le chemin pour détruire une république que pour la consolider ; et ce que je vais dire de Proudhon, vous avez semblé vouloir en prendre votre part.

Citoyen Proudhon, lorsque vous voulez charger la propriété quelconque d'une redevance d'un tiers, évidemment c'est un grand pas que vous voulez faire vers la destruction totale de la propriété ; et si vous êtes honnête homme, vous ne sentez véritablement pas tous les résultats d'une pareille proposition.

Citoyen Proudhon, renoncez à la destruction du peu de ce que les siècles ont pu construire de solide en faveur de l'aisance sociale ; travaillons seulement à étendre cette aisance à tous les membres de la société, travaillons-y par des liens de nécessité mutuelle ; faites que le haut de la société trouve son intérêt à améliorer le bas et que le bas sente la nécessité d'imiter le haut. Croyez-vous que lorsque vous aurez détruit tout genre de luxe, vous n'entraînez pas avec cette destruction celle de toutes les industries qui s'y rattachent ? Trois mois seulement de désordre devraient vous ouvrir les yeux. Supposez que vous parveniez à accomplir votre œuvre de destruction, croyez-vous que vous reconstruirez promptement sur un terrain sauvage ? Non ; huit jours suffiraient pour tout détruire, et la misère, pendant que vous cherchiez à reconstruire, entretiendra le désordre et paralysera tout ; d'ailleurs, pour reconstruire, vous ne pourriez employer que les mêmes matériaux, et vous n'auriez fait le mal que pour le plaisir de le faire. Lors même que les richesses nationales seraient en dépôt dans les mains du chef de la nation, croyez-vous que vous trouveriez souvent des chefs capables de distribuer loyalement à trente-quatre millions d'individus chacun son lot équitable ; et chacun de ces trente-quatre millions serait-il assez loyal pour savoir gagner sa part ? Non, monsieur Proudhon ; vous voulez détruire tout simplement pour recommencer une nouvelle société, parce que vous

ne vous sentez pas les capacités d'améliorer la société actuelle, et vous êtes aussi fou dans votre idée de communisme égalitaire, que vous l'êtes dans votre idée de renverser Dieu pour mettre à sa place, quoi ?... Votre âme et votre cadavre, à l'imitation de Mahomet. Croyez-moi, laissez Dieu où nous ne pouvons l'aller trouver ; contentez-vous d'exercer l'intelligence qu'il vous a donnée pour faire le bien aux dépens du mal. S'il a permis que vous puissiez faire le mal, c'est qu'il a voulu que vous sentiez et reconnaissiez votre existence, et que vous soyez l'arbitre de votre bonheur ou la cause de votre malheur.

Si vous parveniez à faire réussir vos doctrines, le résultat le plus clair et le plus net serait de renverser violemment les fortunes pour les changer de mains, et je ne vois pas quel avantage les ouvriers en tireraient ; car il n'y en aurait que quelques-uns qui profiteraient de ce changement : tous les autres redeviendraient Gros-Jean, comme devant ; la société en masse n'en serait pas plus heureuse, et elle aurait des pages d'enfer et de boucherie humaine de plus à ajouter à l'histoire universelle.

Voyez mon premier numéro, pour une partie des institutions que je préférerais aux idées de Proudhon. Contrairement aux sentiments de M. Thiers, je prouverai que la garantie du travail est possible, sans pour cela tomber dans le piège que M. Thiers semblerait annoncer de la part du citoyen Proudhon, débouté de l'abolition directe de la propriété.

Monsieur Thiers, vous croyez qu'il n'est pas possible de garantir du travail à l'ouvrier ; je crois, moi, qu'il est de grand intérêt pour la société de le lui garantir.

Ne faut-il pas que tous les habitants vivent ? S'ils ne travaillent pas, l'aumône les nourrit ; si ce n'est l'aumône, c'est le vol ; si ce n'est le vol, c'est la faillite ; si ce n'est tout cela, ce sont ses économies ; or tout cela se trouve. Si vous les payez à travailler en ne leur donnant que le strict nécessaire, ils ne recevront pas d'aumône, ils ne voleront pas, ils paieront partout leurs dépenses ; ce qu'ils paieront, ce qu'ils ne voleront point, l'aumône qu'ils ne recevront point, tout cela restera dans d'autres mains qui le feront valoir, et vous aurez de plus le fruit de leur travail. Je crois donc, d'après ce raisonnement, que l'État serait encore plus riche en assurant à l'ouvrier un travail productif, qu'en l'habituant à recevoir des secours ; la santé de l'ouvrier n'en serait que meilleure, ainsi que le moral.

J'ai l'honneur d'être avec respect, citoyens représentants, votre dévoué concitoyen.

Il est donc de l'intérêt général, citoyen Thiers, que chacun travaille au lieu de se reposer, comme en Espagne, à la porte d'un couvent hospitalier pour la misère et la gueuserie.

N'a-t-on pas toujours reconnu que plus une nation est industrielle, plus elle est riche ; au contraire, plus elle est fainéante ou enfoncée dans la nullité industrielle, plus elle est pauvre. Or quelle est la nation préférable, ou de celle qui est pauvre, ou de celle qui est riche ? Qu'en pense M. Thiers ?... Si tout le bas peuple est pauvre sans travail, où en sera la classe moyenne ? Toutes les facultés et les richesses ne se refouleront-elles pas dans la haute classe ; n'est-ce pas là la pensée la plus aristocratique ? Dites donc maintenant que je ne suis pas un parfait aristocrate, mais, je l'avoue, un peu maladroit, car je mets à nu toute ma science ? Qu'en pense M. de Lamartine ?

Dites-moi, maintenant, quelle est la nation la plus riche et la plus forte vis-à-vis de l'ennemi extérieur, de celle qui est la plus industrielle, la plus riche en travail et en petites fortunes multipliées, indépendamment des grandes, ou de celle où toutes les capacités se refoulent dans un petit nombre de grandes familles assez riches pour entretenir d'aumônes toute la population pauvre ? Qu'en pense M. Thiers ?

Messieurs les boutiquiers, fermerez-vous vos boutiques avec plaisir, pour tendre la main aux portes des grands réservoirs ?

Du reste, je crois que la création d'écoles agricoles multipliées n'est point une mauvaise pensée, surtout si elle peut relever un peu le salaire agricole, en concurrence des salaires industriels.

Maintenant je m'adresse à l'ouvrier, et je lui demande s'il serait capable de donner au haut de la société l'exemple d'un grand dévouement, d'un grand désintéressement en faveur, non pas du haut de la société, mais en faveur de ses frères, ses camarades ; s'il me dit oui positivement, je lui garantis, moi, un travail perpétuel, sans que le sacrifice que je lui demande soit au-dessus de ses forces, sans qu'il soit même exorbitant.

Si le haut de la société ne voulait point acquiescer à la garantie de travail, qui serait naturellement la conséquence d'un sacrifice exemplaire de la part de l'ouvrier, le haut de la société montrerait à nu un égoïsme révoltant, qui déciderait probablement encore la question.

Il s'agirait de fixer un minimum de salaire que personne ne dépasserait, tant qu'un seul individu serait inoccupé dans son industrie habituelle.

Tout individu inoccupé dans son industrie, trouverait immédiatement auprès du Gouvernement une occupation régulière à la tâche, soit à la terrasse, soit autrement, suivant ses capacités, et retournerait à son industrie aussitôt que cette industrie reprendrait quelque activité.

Ainsi, un établissement occupant, dans la bonne saison, dix ouvriers à 5 francs, en occuperait vingt à 2 fr. 50 cent., et pour ne pas se surcharger en outils et en location, il en occuperait dix le matin et dix le soir.

(La suite très-développée au prochain numéro. — Voir aussi le premier numéro.)

Paris. — Imprimerie CLAYE et TAILLEFER, 7, rue Saint-Benoît.